

**Délibération n° 2017-02-23/21**

**Objet : Autorisation de signature d'une convention de transfert financier d'un compte épargne temps entre la commune et Montpellier Méditerranée Métropole suite à la mutation d'un agent**

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL  
VILLE DE PEROLS  
CONSEIL MUNICIPAL DU 23 FÉVRIER 2017**

L'an deux mille dix-sept, le vingt-trois février,

Le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le dix-sept février, s'est réuni dans la salle Gilbert Marchal ;

**Présents :** J.P Rico, Maire

Mesdames et Messieurs : M. Marcou - B. Conte Arranz - F. Bertouy - X. Mirault - C. Pistre - J. Taverne  
M. Pellet - J.M Malek - P. Nivresse - O. Boudet - C. Moreteau - B. Rodriguez - S. Riscal - F. Boyer - J.M  
Leiendeckers - B. Deltour - R. Casas Mateu - G. Della Ragione - C. Germain - A. Estève - C. Prost - A.  
Jamet - S. Waselynck - I. Gianiel

**Absents représentés :** G. Riguidel excusé pouvoir à B. Conte Arranz - M. Litton excusé pouvoir à J.M  
Malek - A. Conesa excusé pouvoir à F. Bertouy

**Absent :** B. Lledo

---

***Madame Françoise Bertouy, adjointe déléguée aux ressources humaines et à l'emploi, rapporte :***

Le décret n°2004-878 du 26 août 2004 relatif au Compte Epargne-Temps dans la Fonction Publique Territoriale précise qu'un agent titulaire d'un Compte Epargne-Temps (CET) conserve les droits acquis au titre de ce CET en cas de changement de collectivité (article 9 alinéa 1), par voie de mutation ou de détachement.

La collectivité d'accueil assure alors la gestion du compte épargne-temps. L'article 11 du décret susmentionné précise que les collectivités peuvent, par convention, prévoir des modalités financières de transfert des droits à congés accumulés par les agents bénéficiaires d'un CET à la date à laquelle ces agents changent de collectivité, par la voie de la mutation ou d'un détachement.

Par ailleurs, la délibération n°2015-11-19/20 approuvée en séance du 19 novembre 2015, a établi les modalités d'utilisation du CET au sein de la Commune de Pérols dans son règlement intérieur du temps de travail.

La commune s'acquittera en contrepartie d'un dédommagement financier pour la prise en charge de ce CET, selon les modalités établies de la convention annexée à la présente.

Le montant du dédommagement ne peut en aucun cas dépasser le coût chargé journalier de l'agent concerné.

L'exposé de Madame Bertouy entendu et après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité :

- ✦ Autorise le principe de remboursement du Compte Epargne-Temps de Mme Patricia Gilles, agent mutée auprès de Montpellier Méditerranée Métropole, en application de l'article L.5211-4-1 du CGCT ;
- ✦ Dit que les crédits sont inscrits au budget de la Commune de Pérols sur l'exercice 2017 ;
- ✦ Autorise Monsieur le Maire à signer la convention annexée à la présente délibération et tout document relatif à cette affaire.
- ✦ Dit que la délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.2121-10 du Code général des collectivités territoriales.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Fait à Pérols,  
pour extrait conforme le 23 février 2017

Le Maire  
Jean-Pierre RICO

